



« La crise... dans tous ses états »

- **Risques.** Quand le quotidien bascule, on fait quoi ?
- **Plans.** Faut-il s'y fier ?
- **Experts.** L'expérience des autres peut-elle nous servir ?
- **Séminaire.** Initiés par l'ANFH : deux jours pour comprendre (et se préparer ?)

Le dossier

SÉISME, CYCLONE, PANDÉMIE

« Martinik sé chatenn ! »

Les campagnes de **prévention** se multiplient, les **épisodes alarmants** aussi. Pourtant, la « **culture du risque** » a du mal à prendre chez nous. Nous vivons comme « en marge ». Le **risque** n'est-il **pas notre affaire** ? Et s'il ne l'est pas, serons-nous **prêts à y faire face** quand il surviendra ? La semaine dernière, quelque 200 agents de la fonction publique hospitalière ont **tenté de trouver les réponses** à ces questions...

« **P**ran douvan avan douvan pran-w ! » Ce proverbe créole, qui incite à se préparer pour éviter d'être surpris par les événements et singulièrement le malheur, traduit bien le sentiment qui anime les organisateurs du récent séminaire qui s'est tenu autour de la gestion des risques. Intitulée « La crise... dans tous ses états », cette rencontre initiée par l'ANFH Martinique

(Association nationale pour la formation permanente du personnel hospitalier), a offert pendant deux jours (les 27 et 28 octobre) l'occasion aux participants de disséquer le risque, de passer en revue les moyens de s'y préparer et d'y faire face, surtout quand ce risque devient crise. Autant d'enjeux d'une constante actualité, sous nos latitudes. Inspiré d'une première réunionnaire, réalisée l'année dernière, ce séminaire se justifie par le fait que « La Martinique est exposée à tous les risques majeurs, sauf les avalanches ! », estime Bruno Charles-Achille, président de l'ANFH Martinique. « Or, nous ne sommes pas prêts. Tout le monde sait pourtant qu'un important tremblement de terre nous menace et qu'il aura pour conséquence de nous couper du monde pendant 72 heures. Il faudra se débrouiller seuls pendant ce laps de temps, sans aide extérieure ! Ce séminaire vise donc à la fois à sensibiliser et à former les personnels. Si le malheur survient, l'hôpital sera peut-être inaccessible, donc il faut pouvoir aider dans la zone où l'on se trouve. La préfecture pourrait par exemple tenir une liste des personnes ressources, capables d'intervenir en cas de catastrophe ».

Le « syndrome du général sauveur »

Ce séminaire a donc été pensé comme la première étape d'une démarche au long cours. Il devra en rester quelque chose ! Quelque chose comme une prise de conscience ou un désir d'alerter à son tour. À cet égard, l'intervention d'Albéric Marcelin, président de l'université populaire et de la pré-

vention, bien connu pour son implication dans la prévention des risques, aura eu pour effet de secouer l'assistance. « Au-delà du kit de survie et du sifflet... Il faut reconnaître que nous avons une grande défaillance mémorielle : aucun rappel des différentes catastrophes naturelles qui nous ont touchées ! Il est difficile de développer une culture du risque, difficile de sortir de la pesanteur mystico-religieuse (fatalité) et surtout difficile de se débarrasser du syndrome du général sauveur : je ne fais rien parce que l'État fera, le maire fera, mon voisin fera ! » Témoignages, données techniques, retours d'expériences (du quotidien au hors norme) : tout a concouru à faire de cette rencontre un vrai chaudron à idées. De la crise sanitaire à la Réunion, avec le chikungunya, à la crise généralisée en Haïti, avec le séisme, en passant par chez nous, avec le cyclone Dean, l'épidémie de dengue ou la crise sociale de 2009, nous pouvons (devons ?) apprendre des autres et de nous-mêmes. Au final, ce séminaire aura été porteur d'espoir. Car, nous ne sommes peut-être pas prêts à faire face à un risque majeur, mais nous avons de la ressource. Et comme le dit un autre proverbe, cité par Christian Ursulet : à l'image des femmes qui la peuplent, « Martinik, sé chatenn ! » *
Dossier Louvinia Valat ■

* Le proverbe original est « Fannm sé chatenn ! » (La femme est une châtaigne !). Devenu « La Martinique est une châtaigne ! », il souligne la capacité de résilience de notre pays, sa capacité à faire face et à se relever quoi qu'il arrive, à porter de nouveaux fruits, à l'instar de la châtaigne qui une fois tombée donne un nouvel arbre.



Vous avez dit crise sanitaire ? Christian Ursulet, directeur général de l'Agence régionale de santé, l'a rappelé : « Dengue, chikungunya, paludisme, fièvre jaune... Ici, on a tout. Les vecteurs sont présents, le climat est favorable, c'est une question de moment ».



Apprendre de la crise haïtienne : un axe du séminaire, un impératif pour la Martinique. Photo AFP



Bruno Charles-Achille, président de l'ANFH Martinique, et Xavier Guilhou, praticien de la gestion de risque : les artisans du séminaire. Photos L.V./France-Antilles

LEUR AVIS

Selon vous, le « Plan » (Orsec*, blanc, blanc élargi, séisme...) est-il toujours la réponse à la crise ?

« **AMIRAL LOÏC RAFFAËLLI**
COMMANDANT SUPÉRIEUR DES FORCES ARMÉES AUX ANTILLES
« Il ne faut pas être prisonnier du plan, mais il ne faut pas s'en dispenser. Même réorienté, le plan permet de s'en sortir, car sans plan on ne sait même pas qu'il y a un ennemi ! »

« **LIEUTENANT-COLONEL PHILIPPE SARRON**
CHEF ÉTAT MAJOR DE LA ZONE ANTILLES (SÉCURITÉ CIVILE)
« La préparation est primordiale : il est utopique de croire qu'on pourra gérer une crise si on ne s'y est pas préparé ».

« **CHEF D'ESCADRON OLIVIER CASTIES**
GENDARMERIE
« Il est hors de question de travailler sans plan ! Aussitôt qu'un plan tombe, on doit rebondir sur un autre. Et on a 10 minutes pour le faire, pas trois heures ».

« **VALÉRIE LELARGUE**
AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ (ARS)
« On sort le bon plan quand il faut et quand on peut ! »

« **PIERRE-JACQUES GARCIN**
DIRECTEUR DU CH DE SAINT-ESPRIT (INONDÉ EN MAI 2009)
« Fallait-il déclencher le plan blanc (le 5 mai 2009) ? Je pense que non, car ce n'était pas la réponse à cette crise. Il faut distinguer un plan de crise du plan blanc. On n'avait pas de plan inondations dans notre plan blanc, on a dû en créer un ! »

« **GUILLAUME PHILIPPOT**
MÉDECIN URGENTISTE CH DU LAMENTIN
« Que l'on déclenche ou pas le plan, le principal est d'utiliser ses principes ! L'important n'est pas le plan, mais toute la préparation du plan et les exercices sur le plan ».

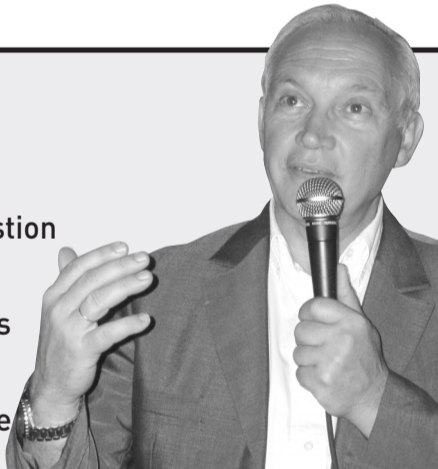
« **CHRISTIAN URSULET**
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ARS
« Anticiper, prévenir : c'est essentiel. Les organisations seront dépassées, mais il faut travailler avec l'ambition qu'elles ne soient jamais dépassées ! »

* Il existe de multiples plans de secours et plans d'urgence en France. Les plans « Orsec » désignent les plans « d'organisation de la réponse de la sécurité civile ». Le plan « blanc » concerne les établissements de santé. Il peut être « élargi » à l'ensemble des acteurs du département. Il devient « bleu », quand il s'agit d'un établissement médico-social. Le plan « séisme » vise à prévenir le risque sismique...

Parole d'expert

Gestion des risques et pilotage des crises

S'il préfère le terme de « praticien » à celui « d'expert », Xavier Guilhou n'en est pas moins un spécialiste de la gestion des risques et du pilotage des crises. Et ce, depuis une trentaine d'années. Il a conçu le séminaire, en tenant compte à la fois des risques naturels, des crises identitaires et sociétales, de la crise économique et financière, et de la dimension hospitalière. Nous lui avons demandé comment se préparer à une crise majeure et, une fois celle-ci survenue, comment la gérer.



« La logique de survivance l'emporte toujours sur la logique de mort »

Dans les crises « hors cadre », c'est-à-dire celles qui ne peuvent pas être gérées par des plans ordinaires, il existe des préparations que l'on peut avoir à titre individuel, des réflexes que la population doit avoir, comme posséder un kit de survie. C'est élémentaire. Ensuite, il y a la préparation au niveau des organisations. À la Martinique, les dispositifs sont plus réfléchis qu'en métropole, sur ce qu'il faudrait mettre en œuvre en cas de gros tremblement de terre ou de tsunami. D'autant que les occurrences de risques sont importantes ici. La préparation repose alors sur la préparation des équipes. Les moyens, on ira les chercher. On ne les aura pas forcément tous à disposition, ils peuvent être détruits...

Le traitement de la crise repose sur un découplage entre toutes les organisations. Aucune organisation ne peut la traiter seule. C'est

une transversalité entre tous les outils. Déjà, il faut arriver à faire circuler l'information. Ensuite, il faut y associer la population, le plus rapidement possible, en travaillant la proximité. C'est un travail de préparation des associations, de tous ceux qui font de la prévention des risques, quartier par quartier. Tous les pays qui réussissent face à des crises majeures sont des pays qui sont capables d'aligner des dispositifs transversaux au niveau des moyens et des cultures de proximité. Ce que les Américains appellent un « empowerment » de la population, où chaque individu, chaque famille, chaque communauté, a des premiers réflexes de survie et des réflexes d'accompagnement de la population quand l'événement s'est produit. Ainsi qu'une capacité de résilience, une capacité à assumer la vie et la mort. Dans l'absolu, personne n'est prêt à

faire face à un risque majeur. Même les Japonais, qui sont parmi les plus entraînés au monde. Pourtant, ils ont fait la démonstration, dans la phase post-choc (tsunami de Fukushima), qu'ils étaient capables d'assumer. Ils ont envoyé 80 000 hommes sur le terrain et, surtout, la population s'est mobilisée pour venir en aide aux sinistrés. Je ne suis pas du tout inquiet pour les Martiniquais. Car, même si vous n'avez pas une préparation dans l'absolu, le niveau de générosité, de mobilisation de la population est tel, qu'elle a une capacité à aller au secours de l'autre. On l'a vu sur Haïti en février 2009. La métaphore de la châtaigne, utilisée par Christian Ursulet, traduit bien cette réalité. Je crois beaucoup en cela. J'ai côtoyé beaucoup de crises, et même des tragédies, j'ai toujours vu la logique de survivance l'emporter sur la logique de mort. Toujours.



Une marée humaine qui a secoué le pays, comme un cyclone. Le mouvement social de 2009, devenu crise sociétale pour les autorités et les experts, a pris tout le monde de court. Il faut autant de ressources pour y faire face. Photos archives France-Antilles

3 QUESTIONS À...

LIEUTENANT-COLONEL PHILIPPE SARRON

CHEF ÉTAT MAJOR DE LA ZONE ANTILLES (SÉCURITÉ CIVILE)

La vulnérabilité de notre île

Le dernier exercice Richter, réalisé en 2008, montrait qu'on aurait du mal à gérer un séisme de forte magnitude, et singulièrement les 30 000 morts qui en découleraient. Qu'en est-il aujourd'hui ?

La capacité de préparation est encore à travailler. L'exercice Richter a permis de relever les éléments à mettre en chantier, entre autres la prévention, la mobilisation, et la communication vis-à-vis de la population. Je pense que ce volet a été réalisé. Maintenant, concernant notre capacité de réaction et nos moyens, c'est toujours un chantier en cours. De même que la mise aux normes de toutes nos infrastructures.

Plus clairement, sommes-nous prêts à faire face à un risque majeur ?

Tout doit concourir à ce que l'on soit prêt ! Il y a encore une marge de progression. Des efforts ont été faits dans le domaine de la planification, cependant il faut aller plus loin. Le plan n'est pas figé. Il faut continuer à l'améliorer, et surtout créer une culture de sécurité civile, une culture du risque.

En ce qui concerne la population, elle est impliquée dans la prévention, lors de grands événements. Elle est capable de réagir, pour les algues sargasses par exemple. Par contre, au quotidien, elle l'est un peu moins. Il faut que l'on travaille dans ce domaine, pour amener les gens à une culture du quotidien, « en vue de ».



Vous avez succédé au lieutenant-colonel Cova, il y a environ deux mois. Vous venez de Corse... Pensez-vous que nous ayons conscience de la vulnérabilité qu'il découle de notre insularité ?

Je pense que l'on a tendance — et c'est humain — à l'oublier, en se disant que cela n'arrive qu'aux autres. Cependant, c'est une réalité. En cas d'événement majeur, il est évident qu'on risque d'être sur un même scénario que Haïti. Cela veut dire une perte de réseau, une coupure généralisée, pendant 24 à 48 heures, en fonction de la nature de l'événement. En termes de dégâts sur le bâti, on ne peut pas comparer. Cependant, on se prépare. Au niveau préfectoral et étatique, il y a un plan séisme mis à jour, qui devrait permettre de mener toutes les actions nécessaires pour réduire les effets dévastateurs d'un séisme majeur.

« En cas d'événement majeur, il est évident qu'on risque d'être sur un même scénario que Haïti »